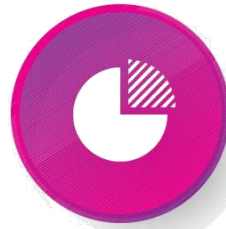


FPM
Fonds pour l'inclusion financière en RD Congo

VEILLE SECTORIELLE 1^{ER} SEMESTRE 2016



CONJONCTURE INTERNATIONALE :

Croissance Mondiale en berne, Ralentissement des pays émergents

CONJONCTURE NATIONALE :

Prévisions de croissance revue à la baisse, Alerte sur les indicateurs macroéconomiques nationaux, Évolution du secteur bancaire congolais au ralenti



Conjoncture Internationale

Evolution de la croissance mondiale

Avec un taux de croissance annoncé à 3,2% pour l'année 2016 et à 3,5% en 2017, l'économie mondiale continue à croître mais à un rythme faible, l'exposant ainsi à des risques potentiels en cas de retournement des perspectives économiques. En effet, le début d'année 2016 a été morose, poussant ainsi le FMI à baisser ses prévisions de croissance dès avril 2016.

Croissance économique en berne pour les économies avancées

Pour l'année 2016, la prévision du taux de croissance de la zone euro est de 1,5% contre 1,6% en 2015. La prévision pour 2017 est également de 1,6%.

Suite à des menaces de déflation¹ qui planaient sur la zone euro, la BCE a réagi début mars en prenant des mesures pour relancer l'activité. En effet, à fin février 2016, l'inflation de la zone euro était tombé à -0,2% (hors prix de l'énergie ce taux serait de 0,7%). Ainsi, la BCE a décidé de baisser son taux directeur de 0,05% à 0%. Pour faire repartir l'économie de la zone euro, la BCE a également étendu son quantitative easing (QE), programme non conventionnel de rachat des dettes publiques, aux dettes des entreprises les mieux notées afin d'injecter de la liquidité et ainsi augmenter les prix au sein de l'Union.

De plus, la décision du 23 juin 2016 du peuple britannique de quitter la zone euro et les récents attentats en Europe ont sapés les perspectives de croissance. Ainsi, le taux de croissance du PIB des 19 pays membres pour le 2^{ème} trimestre est de 0,3% contre 0,6% au 1^{er} trimestre. Dans ce climat d'incertitudes, il serait crucial que les pays de l'Union Européenne poursuivent leur politique monétaire accommodante pour soutenir l'économie et améliorer les anticipations inflationnistes. De plus, la mise en place des réformes des marchés du travail pourrait améliorer les perspectives de croissance. S'ajoute à cela, la nécessité d'une précision du calendrier du processus de retrait de la Grande Bretagne afin de diminuer les incertitudes et les perturbations sur les marchés financiers. Il serait idéal que l'accord entre le Royaume-Uni et l'Union Européen n'augmente pas sensiblement les barrières économiques afin d'éviter un durcissement des conditions financières

¹ Déflation : Situation dans laquelle l'activité économique d'un pays est ralentie, caractérisée par une baisse des prix, des salaires, une réduction de la masse monétaire, engendrant à leurs tours une baisse de la demande, de la production, de l'emploi, etc.

pour le Royaume-Uni et au sein de la zone euro d'une part, et d'autre part éviter une réduction de la consommation et de l'investissement au Royaume-Uni afin d'empêcher une récession dans ce pays.

Tableau 1 : Projection des perspectives économiques des pays avancés

Perspectives de l'économie mondiale	2015	2016	2017
Production mondiale	3,1	3,2	3,5
Pays avancés	1,9	1,9	2,0
Etats-Unis	2,4	2,4	2,5
Zone Euro	1,6	1,5	1,6
Allemagne	1,5	1,5	1,6
Japon	0,5	0,5	-0,1
Royaume-Uni	2,2	1,9	2,2
Autres pays avancés	2,0	2,1	2,4
Pays émergents et pays en développement	4,0	4,1	4,6

Source: FMI (avril 2016)

Les Etats-Unis quant à eux ont enregistré au 1^{er} trimestre 2016 leur pire résultat en 2 ans soit une croissance économique en volume de 0,5%. Et cela principalement à cause de la baisse de 86% des investissements dans le secteur énergétique. Dans un marché excédentaire de l'offre de pétrole, les marges de manœuvre des pays hors OPEP sont faibles. Pour ne pas accentuer leur perte, ses pays comme les Etats-Unis ont dû baisser leur production. Cette baisse d'investissement du secteur de l'énergie aux Etats-Unis s'est généralisée sur l'ensemble des secteurs entraînant un recul de 5,9% de l'investissement des entreprises au cours du 1^{er} trimestre.

Les incertitudes sur les marchés, suscitées par le Brexit et la hausse du dollar ont conduit la FED à repousser à une date ultérieure la majoration de son taux directeur. En effet, en période d'accroissement des incertitudes et de stress des marchés financiers, la monnaie américaine tend à s'apprécier augmentant ainsi les risques de défaillances des emprunts en dollars et diminuant les exportations américaines. Il faut savoir que les emprunts en USD représentaient 25% du PIB des économies avancées (hors Etats-Unis) à fin 2015.

Après avoir enregistré un taux de croissance économique de 0% en 2014 et de 0,5% en 2015 le Japon, sous l'impulsion des politiques d'assainissement budgétaire et de réformes structurelles, essaye de renouer avec la

croissance. La croissance économique en volume serait de 0,5% en 2016 et -0,1% 2017. En raison d'un yen fort et de la légère reprise économique, le gouvernement japonais décide de repousser à octobre 2019 et non avril 2017, la hausse de 2% de la TVA.

De manière générale, les pays avancés devraient enregistrer un taux de croissance de 1,9% en 2016. Ce résultat pourrait être freiné par la baisse généralisée de la demande qui résulte de la faible progression de la productivité et de l'évolution démographique défavorable.

Ralentissement des pays émergents et en développement

Les pays émergents et en développement enregistreraient un taux de croissance économique de 4,1% en 2016 contre 4,6% en 2017. Ce ralentissement de croissance résulte de plusieurs facteurs comme la transformation de l'économie chinoise, le ralentissement de la croissance des pays exportateurs de pétrole, la forte récession du Brésil et de la Russie, la faible croissance économique des pays d'Amérique latine et enfin la diminution des perspectives de croissance de nombreux pays africains à faible revenu.

Il faut noter que le rééquilibrage de l'économie chinoise suit son cours au détriment des investissements et du commerce internationale. Les services et la consommation contribuent d'avantages à la composition du PIB de la République Populaire grâce aux récentes politiques d'accompagnement mise place par le gouvernement. Ce changement de cap influe sur les perspectives de croissance de la Chine dont le taux de croissance devrait se situer autour de 6,5% en 2016 contre 6,9% en 2015. La décision de la Chine de délaïsser les secteurs productifs des biens et des exportations a fortement impacté les pays qui s'étaient intégré dans sa chaîne d'approvisionnement. Sur le plan national, les entreprises chinoises sont également touchées. Ces dernières avaient contracté des emprunts en fonction de l'activité croissante du pays et se retrouvent dos au mur. **En conséquence, à fin 2015, la dette des entreprises nationales représente 145% du PIB de la Chine et le FMI attribue 55% de cette dette aux entreprises de l'Etat.** Globalement, les perspectives de croissance de l'Empire du milieu restent inchangées.

Tableau 2 : Projection des perspectives économiques des pays émergents et en développement

Perspectives de l'économie mondiale	2015	2016	2017
Production mondiale	3,1	3,2	3,5
Pays émergents en développement	4,0	4,1	4,6
Russie	-3,7	-1,8	0,8
Chine	6,9	6,5	6,2
Inde	7,3	7,5	7,5
Amérique latine/ Caraïbes	-0,1	-0,5	1,5
Brésil	-3,8	-3,8	0,0
Mexique	2,5	2,4	2,6
Moyen-Orient/ Afrique du Nord	2,5	3,1	3,5
Afrique Subsaharienne	3,4	3,0	4,0
Pays en développement à faible revenu	4,5	4,7	5,5
Pays avancés	1,9	1,9	2,0

Source : FMI (avril 2016)

Pour les autres pays émergents comme le Brésil et la Russie, les perspectives de croissance restent très faibles. En effet, après de 2 ans de récession du à la dépendance du pays au secteur minier, un scandale de corruption au sommet de l'Etat brésilien et 11,2% de la population active au chômage, le nouveau chef de l'exécutif brésilien, étudie des solutions afin de renouer avec la croissance en 2018. Le FMI estime que le PIB brésilien sera de -3,8% en 2016.

La récession de la Russie devrait se poursuivre en 2016 avec un taux de croissance de -1,8% contre -3,7% en 2015. Les sanctions occidentales sont prolongées jusqu'à fin janvier 2017 et le prix bas du pétrole pèse sur les recettes publiques creusant le déficit budgétaire du Kremlin.

Veille sectorielle 1^{er} semestre 2016

Les perspectives mitigées des produits de base

Le prix de la majorité des produits de base devrait baisser en 2016. La Banque Mondiale prévoit que les prix d'énergies incluant pétrole, gaz naturel et charbon diminueraient de 19,3%. Tandis que les prix de produits non énergétiques comme les métaux, les minerais et les produits agricoles baisseraient de 5,1%. Néanmoins, en raison d'une possibilité de croissance de la demande chinoise, le cours des métaux devrait baisser de 8,2% contre une prévision initiale de 10,2%.

La faiblesse des prix des produits de base aura donc un impact négatif sur les économies riches en ressources naturelles. Ainsi, après avoir connu une forte période d'investissement et de production de produits de base depuis 2011, les pays exportateurs devraient attendre une croissance économique beaucoup plus décevante. Ces pays devraient donc préconiser un fonctionnement plus efficient de l'Etat couplé avec des mesures visant à améliorer le cadre macroéconomique afin d'atténuer les probables perturbations.

Changement de cap de l'Afrique sub saharienne

La majorité des pays d'Afrique Sub-Saharienne (ASS) sont concernés par ce qui précède. En effet, les perspectives de croissance de la région pour l'année 2016 seraient de 3% après avoir atteint un taux de croissance économique de 3,5% en 2015. Ce repli touchera principalement les pays exportateurs de pétrole pour lesquelles le taux de croissance s'écartera de la tendance observée avant la baisse des cours. Ainsi, le Nigeria enregistrerait un taux de 2,3% en 2016 contre 6,3% en 2014. La République du Congo et l'Angola atteindrait respectivement en 2016 en taux de croissance de 4,4% et 2,5% contre 6,8% et 4,8% en 2014.

La dépendance à l'égard des ressources a donc mis à la merci des cours de produits de base près de la moitié des pays de l'ASS. Ainsi, afin d'amortir les chocs, les pays les plus touchés devrait envisagée une meilleure mobilisation des recettes intérieures de l'Etat et une flexibilité des taux de change. Selon le FMI, les pays les plus dépendants devraient aussi améliorer le climat des affaires et promouvoir la diversification de l'économie en mettant en valeur le capital humain et le progrès technique.

Conjoncture Nationale

Conjoncture socio-politique en RD Congo

L'année 2016 a débuté sous un climat d'incertitudes. Sur le plan politique, l'appel au dialogue national inclusif avec la classe politique, la société civile et la majorité peine à convaincre les marchés et les opérateurs économiques. L'absence de perspective claire pour la tenue des élections ne favorise pas un bon climat d'affaire et tend à aggraver situation économique déjà difficile.

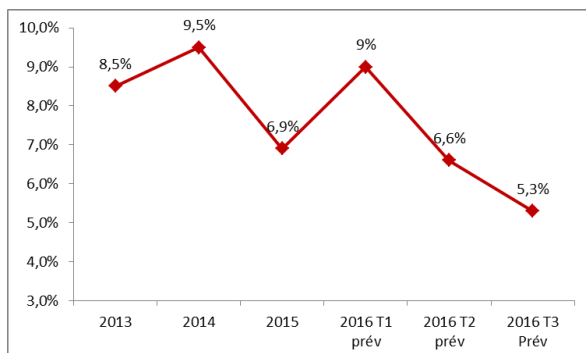
Par conséquent les perspectives de croissance et de développement des activités économiques s'amenuisent considérablement.

Par ailleurs, la situation sécuritaire demeure fragile à l'Est du pays principalement dans certaines villes du nord Kivu comme Beni où des milices et troupes armées continuent leurs exactions, rendant instable cette partie du territoire nationale.

Aperçu économique de la RD Congo

La RDC a clôturé l'année 2015 avec un taux de croissance de 6,9%. En début d'année 2016, la BCC prévoyait un taux de croissance économique de 9% pour l'année 2016. **Cette prévision a été revue à la baisse deux fois au cours du semestre pour s'établir à 5,3%.**

Graphique 1: Prévision du taux de croissance



Source: BCC

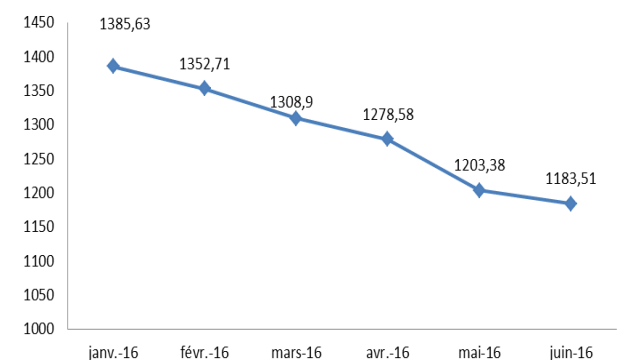
Les faibles perspectives de croissance de la RDC pour 2016 sont en partie liées à la conjoncture économique internationale - chute des cours des principaux produits d'exportation du pays comme le cuivre dont les cours ont baissé de 20% - mais aussi à la situation sécuritaire préoccupante, aux tensions et aux incertitudes politiques à l'approche des échéances électorales. Le FMI table pour une croissance de 5,1% en 2016 avec un déficit budgétaire global représentant 1,1% du PIB.

Pour maintenir la stabilité macroéconomique, les autorités congolaises ont mis en œuvre une série de mesures

urgentes (28 mesures) comme l'accroissement de l'assiette fiscale et le renforcement du contrôle pour éviter la fraude et l'évasion fiscale, la baisse des dépenses publiques de 1,95 milliards USD, le financement des dépenses propices à la croissance en recourant au marché de la dette intérieure, etc. Ces mesures dont certaines sont à caractère plutôt structurelles et donc nécessitant des réformes de la même nature, ne sont pas de nature à constituer une réponse à l'urgence conjoncturelle. **La baisse des dépenses publiques, à moins qu'elle se focalise sur les activités non productives, risquent d'avoir un impact limité et même provoquer une contraction de l'économie.** On peut aussi s'interroger sur la capacité du gouvernement à lever de la dette intérieure quand on connaît le volume du passif non encore apuré de l'encours existant. Et, avec les échéances électorales qui approchent, on ne peut que s'imaginer une aggravation future du déficit budgétaire.

Sans négligé la nécessité de la mise en place de mesures urgentes pour répondre à la conjoncture économique actuelle, les pouvoirs publics devraient en parallèle continuer avec des réformes à long terme notamment pour assainir en profondeur les finances publiques et assurer une meilleure redistribution des ressources issues des recettes fiscales et une meilleure organisation du marché de la dette intérieure.

Graphique 2: Evolution des réserves de change en millions USD



Source: BCC

La faible conjoncture économique a donc entraîné une baisse des recettes fiscales de la république (baisse des importations). Par conséquent, on note une baisse des réserves de change en 2016. Ces réserves de change sont passées de 1 385,63 millions USD en janvier 2016 à 1091 millions USD en juin USD soit une baisse de 27%.

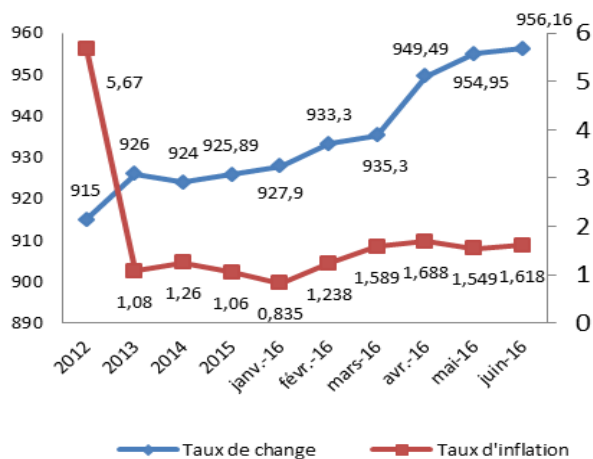
Veille sectorielle 1^{er} semestre 2016

Inflation et taux de change

L'objectif du taux inflation fixé à 3,4% pour 2016 a été revu à la hausse par la BCC pour être fixé à 4,2%.

En effet par rapport à 2015, le rythme de formation des prix s'est accéléré en 2016. Le taux en glissement annuel est de 1,62% à fin juin 2016 contre 0,634% à la même période en 2015. En cumul annuel, le taux se situe à 1,112% à fin juin 2016 contre 0,313% à la même période en 2015. La BCC estime que l'accélération du rythme de croissance de l'indice de prix serait liée à la surchauffe observée sur le marché des changes compte tenu du niveau de la dollarisation de l'économie, et aux changements des conditions d'équilibre de change de biens de premier nécessités avec certains pays frontaliers (Angola/ Lufu, baisse des importations avec Zambie).

Graphique 3: Evolution du taux de change et du taux d'inflation

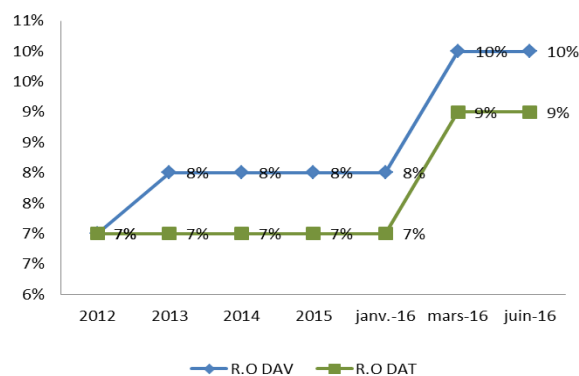


Source: BCC

Par ailleurs, ce premier trimestre a aussi été marqué par une surchauffe sur le marché des changes. En effet, de janvier à juin 2016, la parité USD/CDF est passée de 928 CDF à 983,7 CDF à l'indicatif et de 938 CDF à 1032 CDF sur le marché parallèle. Pour pallier à cette contraction de l'offre de devise, la BCC a injecté au 1^{er} et au 2^{ème} trimestre 2016, 50 millions USD au marché bancaire, afin de casser la dépréciation du franc congolais face au dollar.

De plus, la BCC a également augmenter les coefficients de la réserve obligatoire sur les dépôts en devises passant de 8% à 10% pour les dépôts à vue et de 7% à 9% pour les dépôts à terme afin de contenir la dépréciation du franc congolais. Cette dépréciation de la monnaie congolaise face au dollar américain augmente d'avantages les incertitudes économiques poussant les acteurs économiques à choisir le dollar américain comme monnaie refuge.

Graphique 4: Réserve obligatoire dépôts en devise



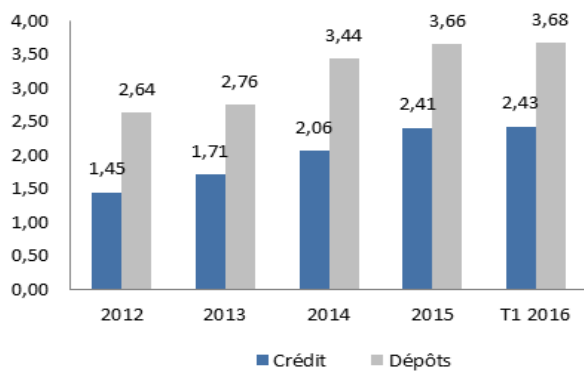
Source: BCC

Banques et microfinance

Secteur bancaire congolais

Le ralentissement de la croissance du secteur bancaire congolais observé en fin 2015 se poursuit au 1^{er} trimestre 2016. En s’attardant sur les principaux segments d’activités à savoir l’épargne et le crédit, il ressort une croissance très faible pour les dépôts 0,55% et 0,83% pour les crédits au premier semestre. Après une croissance de 6% en 2015, ces chiffres laissent présager des perspectives peu encourageantes pour le reste de l’année. Cette contraction s’explique notamment par les effets du ralentissement de l’économie nationale, le contexte d’incertitude politique qui règne, le manque de diversification dans l’offre de services financiers

Graphique 5 : Evolution du secteur bancaire (Millions USD)



Source : BCC

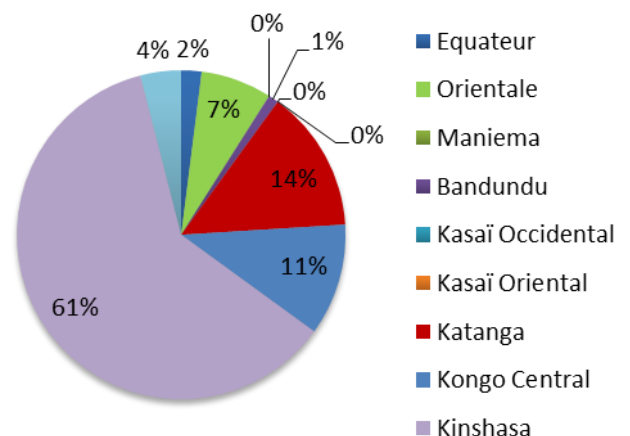
En effet, la chute des cours des principaux produits d’exportation du pays a mis en évidence la dépendance de l’économie congolaise au secteur minier. Après avoir connu un deuxième semestre 2015 difficile, la majorité des sociétés minières ont réduit leur production (-4,5% pour le cuivre comparé au 1^{er} semestre 2015 et -11,2% pour le cobalt). Afin de résister à la conjoncture, la majorité de ces compagnies ont procédé à des licenciements, à la fermeture de mines et à la réduction générale des dépenses. Par conséquent, il ressort un manque à gagner pour les principaux partenaires de ces compagnies à savoir leurs principaux sous-traitants d’une part et les institutions financières d’autres parts.

Poursuite transition vers un modèle de banque universelle

Avec un taux de bancarisation qui est passé de 4% à 11% en 3 ans, les institutions financières basées en RDC voient le profil de leur clientèle évoluée. Sur les 18 banques en activité en RDC, 4 banques concentrent 58% de parts de marché, laissant une faible marge de manœuvres aux autres banques.

Dans ce contexte et avec 11,7 millions d’adultes qui épargnent et seulement 2 millions dans des institutions financières, les banques devraient mettre en place d’avantages de mécanismes pour capter les épargnes domestiques et offrir des services en fonction du profil client. Si elles opéraient auparavant qu’avec des grandes entreprises, les banques depuis quelques années prennent d’avantages conscience du potentiel des PME congolaises.

Graphique 6 : Répartition des agences bancaires



Source: BCC

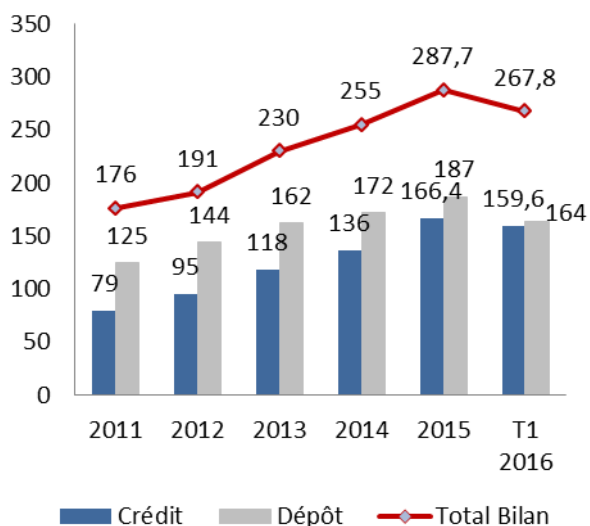
Le défi actuel des banques serait d’adapter progressivement leurs offres aux particuliers et PME. Le positionnement géographique de cette clientèle potentielle est également à considérer étant donné qu’elle est éparpillée sur le territoire de la république. A fin 2015, le réseau bancaire est composé de 450 distributeurs automatique de billet et de près de 300 agences bancaires dont près de 30% à Kinshasa. Le reste des agences sont concentrées au Katanga et au Kongo central. Malgré une population importante, les Kasaï (18% de la population RDC), l’ex province Orientale (11%) et l’ex-Equateur (11%) n’ont presque pas d’agences bancaires.

Banques et microfinance

Secteur de la microfinance

Les incertitudes pesant sur le secteur financier du pays depuis fin 2015 ont également impacté le secteur de microfinance. En effet, la fin de l'année 2015 a été marquée par une baisse de croissance des activités des institutions financières de microfinance. Au 1^{er} trimestre 2016, le secteur de la microfinance totalise 159 millions USD d'encours de crédit et un encours de dépôt de 164 millions USD soit respectivement un recul de 4% pour les crédits et 12% pour le dépôt. Travaillant avec les MPME congolaises, les institutions de microfinance ressentent plus rapidement les difficultés financières que rencontrent les petits opérateurs économiques.

Graphique 7: Evolution Secteur de 2010 à 2016 (en Millions USD)

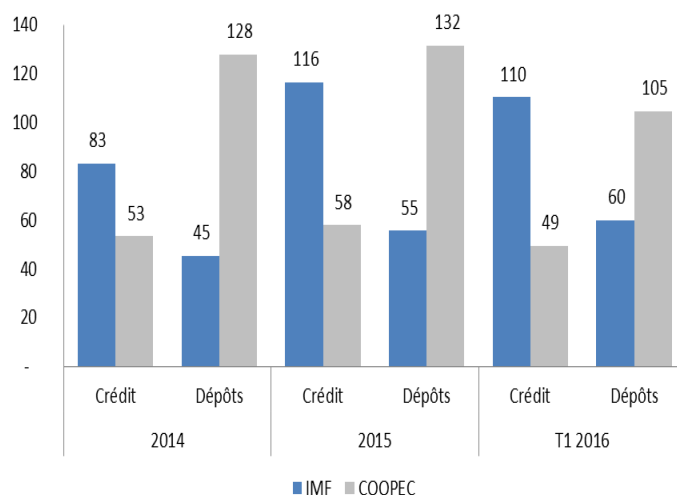


Source: BCC

Ce ralentissement de la croissance s'accompagne d'une augmentation du niveau de risque de crédit pour tous les acteurs et même pour les acteurs réputés les plus sérieux en la matière. Fin juin 2016, le portefeuille à risque (PAR 30) des institutions des IMF est désormais compris entre 7 à 9% contre 4 à 5% à la même période en 2015. En effet, en raison de la dégradation de la conjoncture nationale et internationale, les sociétés congolaises ont réduits leur investissement et donc leur cash-flow et les PME sont en particulier touchées par le ralentissement de l'économie. D'autres facteurs internes peuvent être la cause de l'envol du PAR dans certaines institutions. En effet, après avoir connu une période de forte expansion et de découverte du marché congolais, les institutions financières

font aujourd'hui face à une nouvelle étape dans le cycle de développement du secteur. Les turbulences économiques du secteur ont révélé certains maux structurelles. Les écarts des bonnes pratiques en termes de positionnement et de contrôle, d'analyse de dossiers et de recouvrement ont accentué les turbulences en raison de fraudes et le non remboursement de certaines créances. Les périodes de contractions de l'activité économique mettent d'avantages à l'épreuve les différents acteurs économiques. Ainsi, les institutions financières qui auront un modèle d'affaires performant et efficace sortiront de plus facilement de ses turbulences que les autres. Pour ce faire, le FPM recommande aux institutions financières œuvrant en RDC d'apporter une attention particulière à l'évolution de leur portefeuille tout en améliorant leur architecture institutionnelle et leur positionnement.

Graphique 8 : Evolution activités IMF et COOPEC



Source: BCC

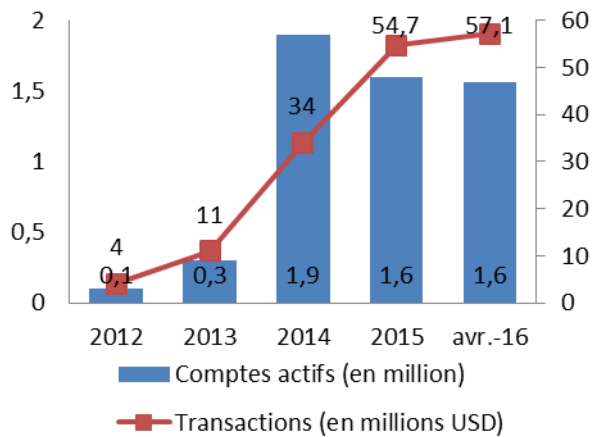
En dissociant l'activité des IMF et des COOPEC, il ressort que l'activité des IMF surplombe depuis 2015 celles des COOPEC. Bien qu'étant majoritaires (103 COOPEC contre 23 IMF), les coopératives d'épargne et de crédit souffrent de faiblesses institutionnelles récurrentes comme le niveau de compétences des dirigeants, la méthode de gestion pas adapté, la faible connaissance du marché ou le manque d'innovation. Contrairement aux COOPEC, les IMF évoluent dans un environnement urbain ou péri urbain offrant des produits plus diversifiés avec une meilleure culture institutionnelle. En se concentrant sur les institutions locales, il ressort qu'elles ont aussi plusieurs défis à surmonter comme la mobilisation des ressources, l'innovation, la pénétration géographique dans des zones

rurales ou le financement d'activités autre que le commerce.

La croissance du service Mobile Banking

Le service de Mobile Money en RDC devient de plus en plus populaire avec un volume de transactions en constante progression comme le montre le graphique ci-dessous.

Graphique 9: Evolution des activités Mobile banking



Source: BCC

Lancé sur le marché congolais en 2012, ce service n'est pas encore popularisé car seul 2% de la population congolaise l'utilise. Il faut noter que le taux de pénétration du service Mobile Money est beaucoup plus élevé à l'Est du Pays Goma et Bukavu que pour le reste du pays. Néanmoins, le Mobile Money en RDC est un service à fort potentiel qui nécessite d'être vulgarisé sur l'ensemble du territoire. En effet, la RDC compte 75 millions d'habitants dont 43,8 millions qui utilisent un téléphone mobile et 12,3 millions de clients mobile money enregistrés en février 2016. Avec 1,6 millions de clients mobile money actifs, les opérateurs de mobile money affichent de façon consolidée un volume des transactions s'évaluent à 57 millions USD de transactions à avril 2016. Soit une progression de 68% en 3 ans. Avec une progression de 4% depuis le début de l'année, ce service offre à la population plusieurs possibilités, comme le transfert d'argent national et transfrontalier, le paiement des salaires, de factures et aussi le paiement marchand pour ne citer que ceux-là.

Activités du FPM

Nouveaux partenariats et activités transversales du FPM ASBL

Poursuivant sa mission de favoriser l'inclusion financière en RDC en appuyant techniquement et financièrement les institutions financières ciblant en particulier les MPME et les populations actives à faibles revenus, le FPM a signé au cours du 1^{er} trimestre un partenariat d'affaires avec la RAWBANK, Procredit bank et PAIDEK. Soucieux de contribuer à favoriser la stabilité et l'efficacité du système financier congolais, ces institutions souhaitent avec le FPM renforcer davantage leur gestion globale.

Au cours du mois d'avril 2016 s'est tenu au siège du FPM un forum sur le « Branchless Banking – Mobile Money ». En partenariat avec ELAN RDC, le forum avait comme objectif général d'identifier et d'analyser les opportunités techniques, fonctionnelles, opérationnelles et financières pour la mise en place d'un système de Branchless banking comme catalyseur en vue de faciliter l'accès aux services financiers en RDC. En plus des partenariats à envisager avec les télécoms, plusieurs défis ont été identifiés parmi lesquels se trouvent les défis de l'infrastructure, la connectivité à travers le système de téléphonie mobile et le défi au niveau de la réglementation. Mais, plusieurs produits déjà disponibles sur le marché congolais ont été présentés comme « libiki » d'Airtel money/UBA et « Avance sur salaire » de M-Pesa/Sofibanque et les canaux de distributions des services et produits bancaires du réseau Finca Express.

Le FPM ASBL a également lancé au cours de ce 1^{er} semestre son programme de formation certifiante 2016 à l'Est dans les villes de Bukavu et Goma et à l'Ouest dans les villes de Kinshasa et Kikwit. Afin de doter le secteur de ressources humaines qualifiées, le FPM offre au secteur de microfinance un cursus de formation de haute qualité. Ainsi, ce programme de formation s'adresse aux membres des organes et gérants des institutions de microfinance et coopératives d'épargne et de crédits, comptables, analystes financiers, contrôleurs de gestion, etc. Il s'agit de formations de perfectionnement théoriques et pratiques qui prennent en compte les évolutions récentes des grands métiers de la microfinance avec des simulations se rapprochant du vécu professionnel des participants.

Par ailleurs, sachant que le faible accès au financement constitue une des contraintes majeures au développement des MPME en RDC, le FPM a organisé le 25 juin la 6^{ième} édition du Forum Accès au Financement (FAAF) à l'Université Protestante du Congo (UPC). Le FAAF est l'occasion de réunir les entrepreneurs MPME, les acteurs du secteur financier, associations et organismes de soutien à l'entrepreneuriat, les bailleurs de fonds et les représentants des pouvoirs publics du pays afin de discuter des voies et moyens pour faciliter l'accès aux produits et services financiers aux MPME. Plus de 450 participants ont suivi 3 ateliers techniques sur 3 thèmes, les 4 piliers de gestion comme clé de voûte de la PME, agents bancaires : quelles opportunités pour les PME et Négociation bancaire.

Focus sur les activités du FPM SA

Au cours de ce semestre, le FPM SA a signé 2 partenariats supplémentaires avec RAWBANK et PAIDEK. A fin juin, le portefeuille de la société de refinancement s'est établi à 16,2 millions USD pour 9 partenaires. Parmi ses partenaires se trouve 3 banques commerciales, une COOPEC et 5 Institutions de microfinance. D'ici la fin de l'année, **le FPM SA souhaite atteindre un portefeuille de 20 millions USD. Cet indicateur dépendra bien entendu de la conjoncture économique du pays.**

Chiffres clé du FPM au 30 juin 2016

Portefeuille de prêts : 16,2 millions USD

Nombre de projets : 107

Nombre des partenaires : 21